

## **236 millions € pour la route de Sissian : OTC**

## **L'Azerbaïdjan détruit un village arménien entier au Karabakh**

L'Azerbaïdjan a détruit le village arménien de Mokhrenes au Haut-Karabakh (Artsakh), selon une image satellite géolocalisée publiée par la Fondation Geghard (voir lien) [https://geghard-saf.am/en/1/Home?\\_\\_cf\\_chl\\_tk=-13dkfXIBqUbh.z3q9WlitbgyZxbd.g1ikZ7fLdsGnck-1731002734-1.0.1.1-rh39QMUec13.KdAuN1KAd.eEk9Gab3mffmXqQGOKb4M](https://geghard-saf.am/en/1/Home?__cf_chl_tk=-13dkfXIBqUbh.z3q9WlitbgyZxbd.g1ikZ7fLdsGnck-1731002734-1.0.1.1-rh39QMUec13.KdAuN1KAd.eEk9Gab3mffmXqQGOKb4M).

« Le vandalisme de l'Azerbaïdjan ne se limite pas à la destruction de monuments, de cimetières, d'églises et de monastères. L'Azerbaïdjan détruit délibérément des villages et des quartiers arméniens. Cette fois, le village de Mokhrenes dans la région de Hadrut, qui était passé sous contrôle azerbaïdjanais pendant la guerre de 44 jours en 2020, a été complètement détruit », a déclaré la fondation dans un communiqué sur sa page Facebook mardi 5 novembre.

La fondation note que les images satellite montrent que la plupart des maisons, une école, un jardin d'enfants et d'autres bâtiments ont été détruits.

« Au total, plus de 40 maisons et bâtiments ont été détruits, tandis que l'église Mokhrenes Surb Sarkis a été complètement rasée en octobre 2022 », indique le rapport.

La destruction de l'église arménienne Saint-Sarkis (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles) dans le village de Mokhrenes, dans la région de Hadrut en Artsakh, par des Azerbaïdjanais a été signalée pour la première fois par l'organisation Caucasus Heritage Watch (CHW). L'église du village de Mokhrenes en Artsakh était opérationnelle jusqu'à la deuxième guerre du Karabakh à l'automne 2020. Selon un rapport de CHW, l'étude note que dans la liste des monuments azerbaïdjanais, l'église Saint-Sarkis a été identifiée comme le temple albanais n° 232.

Les inquiétudes concernant la préservation des sites culturels du Haut-Karabakh sont d'autant plus pressantes que le gouvernement azerbaïdjanais a toujours détruit systématiquement le patrimoine arménien autochtone, à la fois par des actes de guerre et de révisionnisme historique. Le gouvernement azerbaïdjanais a secrètement détruit un nombre impressionnant d'objets culturels et religieux à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Rien qu'au Nakhitchevan, une enclave historiquement arménienne en Azerbaïdjan, les forces azerbaïdjanaises ont détruit au moins 89 églises médiévales, 5 840 khatchkars (croix de pierre arméniennes) et 22 000 pierres tombales historiques entre 1997 et 2006.

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

8 novembre 2024

# **Des divergences persistantes entre Bakou et Erevan sur le traité de paix arméno-azéri**

Alors que Bakou s'apprête à accueillir les quelque 5 000 participants de la COP29, qui se réuniront pendant 10 jours à partir du 11 novembre sous la bannière de l'Onu dans la capitale azerbaïdjanaise pour tenter de relever les grands défis climatiques qui menacent l'avenir de la planète, l'espoir s'amenuise de voir l'Azerbaïdjan et l'Arménie signer un traité de paix durable et global. L'Arménie, qui avait cru possible la conclusion d'un tel traité avant la tenue de cette grande conférence sur le climat, fût-ce dans un format transitoire, qui aurait

laissé en suspens les quelques points encore litigieux, un compromis rejeté avec fermeté par Bakou, a ainsi signalé que des différences persistaient avec l'Azerbaïdjan sur le projet d'accord de paix, après les toutes dernières propositions échangées entre les deux pays ennemis du Sud Caucase en début de semaine. Mardi 5 novembre, le ministère arménien des affaires étrangères a confirmé avoir reçu une réponse de Bakou à ses plus récentes propositions sur le plan de paix, soit la 11<sup>e</sup> version du document échangé entre les deux parties en un peu plus de deux ans de négociations. Le vice-ministre arménien des affaires étrangères Vahan Kostanian a confié pour sa part jeudi 7 novembre au Service arménien de RFE/RL qu'il restait des divergences sur "une ou deux questions", sans préciser lesquelles. "Les parties ne partagent pas une position commune sur ces questions, et tout naturellement, les discussions avec les autorités de Bakou continueront", a indiqué Kostanian. Farid Shafiyev, le chef d'un think tank dépendant du gouvernement azerbaïdjanais, s'est montré quant à lui plus disert, en révélant trois points controversés dans l'accord de paix avec l'Arménie. Dans un message posté sur X, il a réitéré, au titre de ces points litigieux, l'exigence de l'Azerbaïdjan relative au changement par l'Arménie de sa Constitution, dont Bakou prétend qu'elle renferme des revendications territoriales visant l'Azerbaïdjan. Le second point, selon Shafiyev, porterait sur l'exclusion des "disputes légales et diplomatiques" par Erevan, le troisième point concernant l'absence de forces étrangères le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Kostanian a nié que la demande de changement de la Constitution puisse avoir partie liée avec le plan de paix en préparation, mais il s'est montré pour le moins vague concernant les deux autres points évoqués par le responsable azéri. "Dans la mesure où les négociations se poursuivent actuellement, je ne pense pas qu'il soit juste de révéler en détails la teneur des discussions. Mais oui, comme je l'ai mentionné, il y a des points sur lesquels il n'y a pas eu d'accord, et les discussions continueront à leur propos", a indiqué le diplomate arménien. Le point évoqué par la partie azérie relatif à l'absence de forces étrangères le long de la frontière arméno-azérie a valu au diplomate arménien les questions les plus insistantes. A la question de savoir si l'Arménie accepterait le retrait de la force d'observation de l'Union européenne déployée du côté arménien de la frontière arméno-azérie si un accord de paix était signé avec l'Azerbaïdjan, Kostanian a répondu : "Pour le moment, comme notre frontière avec la République d'Azerbaïdjan n'est pas encore délimitée, et aussi longtemps qu'il y aura des problèmes, la République d'Arménie estime que l'implication des observateurs de

l'Union européenne sur la frontière entre les Etats arménien et azerbaïdjanais joue un rôle important en termes de sécurité et de stabilité ". Concernant la question des "disputes légales et diplomatiques", le vice-ministre arménien des affaires étrangères a indiqué : "On doit prendre en compte le processus général et la logique générale. Pour la République d'Arménie, il y a aussi nombre de questions importantes derrière cet accord, y compris les questions humanitaires, qui doivent être prises en considération ". Le dernier échange de propositions entre Erevan et Bakou s'est opéré le 5 novembre. Le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan avait déclaré peu avant que les deux parties planchaient toujours sur "un ou deux points" du texte, en précisant qu'une fois que ces points seraient réglés, le traité pourrait être finalisé et prêt à la signature. Mais il n'avait pas été plus éloquent concernant la teneur des points toujours en discussion. Alors que le Service arménien de RFE/RL lui demandait si la question du retrait des procédures légales internationales contre l'Azerbaïdjan avait été étudiée ou si elle était toujours sujette à discussions, le ministère arménien des affaires étrangères n'a pas apporté de réponse concrète. "L'opinion publique est correctement informée du processus de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et des positions de l'Arménie, y compris sur les articles du traité de paix", a répondu en termes vagues et convenus le ministère, sans autre précision. En réponse à une autre question, dans la foulée, concernant un éventuel abandon par l'Azerbaïdjan aussi de ses poursuites judiciaires contre l'Arménie si le sujet était intégré aux discussions, le ministère avait répondu : "Les articles du traité de paix seront fondés sur le principe de réciprocité". Le premier ministre arménien Nikol Pachinian avait proposé auparavant que l'Arménie et l'Azerbaïdjan avancent sur la voie de la signature d'un accord de paix sur la base des parties du projet de texte sur lesquelles les deux parties seraient déjà d'accord, ce qui, selon lui, représenterait quelque 80 % du document. Pachinian avait suggéré que les questions en suspens soient traitées par la suite, une formule en deux temps à laquelle Bakou s'est farouchement opposé. La rencontre le 24 octobre de Pachinian et du président azerbaïdjanais Ilham Aliev à Kazan en marge du sommet des BRICS présidé par Poutine avait prêté à des spéculations sur une signature prochaine d'un accord arméno-azéri. Peu de détails avaient filtré de cette rencontre qui n'avait pas donné lieu à un compte-rendu officiel, mais Pachinian et Mirzoyan avaient fait état de progrès lorsqu'ils en ont informé les membres de leur équipe politique à Erevan. Mais rien n'a vraiment bougé depuis, si l'on en juge aux récentes déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan qui évoquait le processus de paix arméno-azéri devant ses

partenaires du 11<sup>e</sup> sommet de l'Organisation des pays turciques, réunis le 6 novembre à Bichkek au Kirghyzstan. Evoquant la guerre déclarée à l'automne 2020 par son allié azerbaïdjanais contre le Karabakh arménien, et la victoire qu'il y avait remportée avec le soutien de la Turquie, Erdogan a estimé que le futur traité de paix arméno-azéri devait s'appuyer sur les « acquis historiques » de l'Azerbaïdjan. Tout en se félicitant des progrès accomplis sur la voie d'un tel traité, dont il veut pour preuve la récente décision arménienne sur la délimitation des frontières, Erdogan n'a pas manqué de réitérer son soutien sans faille à Aliev, qu'il rencontrait en marge de ce sommet, en défendant une fois encore notamment le projet souhaité par Bakou d'un « corridor du Zanguezour » censé relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via le sud de l'Arménie. Erdogan a aussi rassuré son allié azéri quant à l'évolution du processus de normalisation des relations arméno-turques, en réaffirmant que ce processus présenté comme « sans précondition » n'aboutirait qu'à la condition qu'un traité de paix conforme aux exigences de Bakou soit conclu entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ! Erdogan ne devait pas manquer de le rappeler le lendemain, jeudi 7 novembre, à Pachinian, qu'il rencontrait à Budapest en marge du sommet de la communauté politique européenne, à défaut d'y retrouver Aliev qui, malgré ses liens privilégiés avec le premier ministre hongrois Viktor Orban, maître des cérémonies, n'avait pas répondu cette fois à l'invitation d'une Europe avec laquelle il est en froid. Il est vrai que la COP 29, le sommet de l'Onu sur le climat qui va s'ouvrir le 11 novembre à Bakou, mobilise toute l'énergie d'Aliev. Celui-ci peut compter sur le soutien d'Erdogan, qui a réaffirmé l'importance de cet évènement planétaire, pour Bakou et donc aussi pour Ankara...

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

7 novembre 2024

**La Banque européenne**

# **d'investissement fournira 236 millions d'euros pour la construction de la route Sisian-Kajaran au sud de l'Arménie**

La Banque européenne d'investissement fournira 236 millions d'euros supplémentaires pour la construction de la route Sisian-Kajaran dans la région sud de l'Arménie. Lors de la réunion gouvernementale aujourd'hui, le ministre de l'Énergie et des Ressources minérales de la République d'Arménie, Gnel Sanosyan, a déclaré que la construction devrait être réalisée jusqu'en 2031 et que le projet général se terminera en 2033.

Faisant également référence à l'octroi de la subvention, Gnel Sanosyan a informé « *Il y a déjà eu des discussions préliminaires.* » Selon le ministre, des ponts verts seront également utilisés pour la première fois en Arménie, ce qui garantira des flux migratoires ininterrompus d'animaux.

Krikor Amirzayan

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

4 novembre 2024

# Gnel Sanosyan a discuté avec son homologue turc des possibilités de redémarrage de la voie ferrée Gumri-Kars

Le ministre arménien de l'Administration territoriale et des Infrastructures, Gnel Sanosyan, et le ministre turc des Transports et des Infrastructures, Abdukadir Uraloglu, ont évoqué les possibilités de redémarrage du chemin de fer Gumri-Kars lors d'une réunion tenue il y a quelques jours à Istanbul.

Le ministre a tenu ces propos lors d'un entretien avec des journalistes à l'Assemblée nationale d'Arménie, soulignant qu'ils ont évoqué les opportunités existantes, des infrastructures qui ne sont pas utilisées. Ils ont discuté des opportunités qui pourraient s'ouvrir aux deux pays et à la région si ces infrastructures étaient utilisées. Le projet « Carrefour de la paix » du gouvernement arménien a également été discuté.

*« Nous avons parlé de toutes les infrastructures qui ne fonctionnent pas, y compris la voie ferrée Gumri-Kars. Il y a des idées préliminaires sur la durée des travaux de restauration, et il y a aussi une idée des ressources financières qui seront nécessaires pour cela », a déclaré le ministre.*

Si les discussions générales avancent, alors, selon le ministre, ces réflexions et calculs préliminaires seront concentrés, ils prendront l'apparence d'un projet et ils seront mis en œuvre.

Krikor Amirzayan

---

**GÉORGIE**

7 novembre 2024

# L'ambassadeur de Géorgie a critiqué Salomé Zourabichvili pour avoir diffusé une publication présentant la région arménienne de Lori comme une « Géorgie historique »

EREVAN, 7 NOVEMBRE, ARMENPRESS: L'ambassadeur de Géorgie en Arménie, Giorgi Sharvashidze, a jugé inacceptable la démarche de la présidente géorgienne Salomé Zurabishvili, qui a partagé sur sa page Facebook la publication d'un tour-opérateur géorgien, où la région de Lori en Arménie était présentée comme la « Géorgie historique».

L'ambassadeur a abordé ce sujet en répondant à la question d'Armenpress.

**- La présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a partagé sur sa page Facebook personnelle une publication de l'un des tour-opérateurs géorgiens, qui a suscité certaines passions dans la société arménienne. Quel est votre commentaire à ce sujet ?**

-La Géorgie et la République d'Arménie entretiennent des relations privilégiées, fondées sur une amitié forte et séculaire, la confiance et le respect mutuel de nos peuples. La Géorgie et l'Arménie soutiennent fermement et inconditionnellement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'autre pays à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.

En outre, nos pays coopèrent avec succès dans divers domaines, tant au niveau bilatéral que multilatéral.

La déclaration de partenariat stratégique signée entre la Géorgie et l'Arménie en 2024 a porté ces relations à un niveau qualitativement nouveau, qui approfondira encore notre coopération multidisciplinaire et aura un effet positif sur la stabilité et le développement de la région.

Toute tentative de jeter une ombre sur la coopération exemplaire entre nos pays et sur l'amitié séculaire des peuples géorgien et arménien est inacceptable.

Rappelons qu'il y a quelques jours, la présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a partagé sur sa page Facebook une publication d'un tour opérateur géorgien, dans laquelle la région de Lori en Arménie était présentée comme la « Géorgie historique ». Quelque temps après la publication de la présidente géorgienne, le tour-opérateur géorgien a édité son rapport, indiquant qu'il organisait des visites en Arménie.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1204338), original at <https://armenpress.am/fr/article/1204338>

---

**EUROPE - FRANCE**

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

8 novembre 2024

**Lors de la rencontre avec Macron,**

# Nikol Pachinian a souligné l'engagement de l'Arménie en faveur de l'agenda de paix

La rencontre du Premier ministre arménien Nikol Pachinian avec le président français Emmanuel Macron a eu lieu ce soir, en marge du 5<sup>e</sup> Sommet de la Communauté politique européenne à Budapest (Hongrie).

Les interlocuteurs ont discuté des questions liées à la coopération entre la France et l'Arménie.

Nikol Pachinian et Emmanuel Macron ont souligné le caractère périodique des réunions de haut niveau, qui offrent l'occasion de discuter à la fois de l'agenda bilatéral et d'autres questions d'intérêt commun.

Les parties ont discuté des questions liées aux projets communs dans les domaines de l'économie, des infrastructures et d'autres secteurs. Les questions liées à la coopération entre l'Arménie et l'Union européenne ont été discutées, y compris les réformes mises en œuvre en Arménie avec le soutien de l'Union européenne, comme le dialogue en faveur de la libéralisation des visas.

Des réflexions ont également été échangées concernant le processus de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le Premier ministre arménien a souligné l'engagement de l'Arménie en faveur du programme de paix et des mesures visant à garantir la sécurité et la stabilité régionales.

Krikor Amirzayan

## [COMMUNIQUÉ DE L'ELYSÉE](#)

Entretien avec Nikol Pachinian, Premier ministre de la République d'Arménie, en marge du 5<sup>e</sup> Sommet de la communauté politique européenne à Budapest.

Le Président de la République s'est entretenu avec Nikol Pachinian, Premier ministre de la République d'Arménie, ce jeudi 7 novembre 2024, en marge du

5<sup>e</sup> Sommet de la communauté politique européenne à Budapest.

Le Président de la République a tout d'abord félicité l'Arménie qui a été désignée pour organiser la COP17 sur la biodiversité. Il a indiqué que la France était tout à fait disposée à contribuer à la préparation de cette COP aux côtés de l'Arménie.

Lors de cet entretien, le chef de l'Etat a réitéré le soutien de la France à la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi qu'à la signature d'un traité de paix conforme au droit international.

Il a redit la détermination de la France à soutenir l'intégrité et la souveraineté territoriale de l'Arménie ainsi que les aspirations du peuple arménien à la paix, la sécurité et la démocratie.

Ils sont enfin convenus de continuer à approfondir les projets de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'énergie, de la défense et des transports.

## **ARMENPRESS**

7 novembre 2024

# **Nikol Pashinyan et Kristen Michal ont discuté des questions de coopération entre l'Arménie et l'Estonie et entre l'Arménie et l'UE**

EREVAN, 7 NOVEMBRE, ARMENPRESS: En marge du 5e sommet de la Communauté politique européenne à Budapest, le Premier ministre Nikol Pashinyan a rencontré le Premier ministre estonien, Kristen Michal. Informatin du service de presse du cabinet du Premier ministre.

Au cours de cette réunion, les possibilités du développement de la coopération multisectorielle entre l'Arménie et l'Estonie ont été discutées.

Le Premier ministre Pashinyan a remercié le Gouvernement estonien pour le soutien apporté dans le cadre du renforcement de la démocratie en Arménie, ainsi que pour la promotion des réformes institutionnelles.

En réponse, Kristen Michal a indiqué que l'Estonie était prête à continuer à apporter son soutien et à partager l'expérience et les connaissances accumulées.

Les deux parties ont également abordé les questions de coopération entre l'Arménie et l'Union européenne. Le Premier ministre estonien a réaffirmé le soutien de son pays au développement et à l'expansion des relations entre l'Arménie et l'UE.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1204368), original at <https://armenpress.am/fr/article/1204368>

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

7 novembre 2024

# **Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a participé à l'ouverture du 5<sup>e</sup> Sommet de la Communauté politique européenne à Budapest**

Le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pachinian a participé à

l'ouverture du 5<sup>e</sup> Sommet de la Communauté politique européenne à Budapest. Nikol Pachinian a salué son homologue hongrois Victor Orbán recevant tous les responsables européens.

Des réunions bilatérales avec des partenaires internationaux sont également prévues en Hongrie. Nous avons précédemment annoncé que le Premier ministre Nikol Pachinian et son épouse Anna Hakobyan étaient arrivés en visite de travail à Budapest, en Hongrie.

A noter que le Président français Emmanuel Macron a eu quelques mots rapides avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian en début de la réunion. Le Président français, dans son discours lors du Sommet a évoqué plusieurs fois l'Arménie et le traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

5 novembre 2024

# **L'ambassadeur d'Arménie dit avoir reçu des menaces de son homologue azerbaïdjanais à Bruxelles -**

L'ambassade d'Arménie a déposé une protestation officielle auprès d'autres missions diplomatiques à Bruxelles après que son ambassadeur ait déclaré avoir reçu des menaces de mort de la part de son homologue azerbaïdjanais, rapporte POLITICO.□

Une lettre distribuée aux envoyés la semaine dernière, vue par POLITICO, indique

que l'ambassadeur arménien Tigran Balayan a été « attaqué verbalement et intimidé » par l'ambassadeur azerbaïdjanais Vaqif Sadiqov, qui a « proféré des menaces explicites contre sa vie ».

L'incident se serait produit lors d'une réception à l'hôtel Tangla à Bruxelles, organisée par l'ambassade de Turquie en l'honneur de la fête nationale du pays. Il s'agirait de la première réception organisée par Ankara à laquelle l'ambassade d'Arménie était invitée depuis la guerre de 2020.

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

5 novembre 2024

# **L'Arménie est déjà « sous le contrôle de Poutine », « l'Azerbaïdjan sous sa tutelle »**

« Jamais une élection présidentielle américaine ne pourrait avoir autant de conséquences sur la France, sur l'Europe et sur le monde » si Donald Trump devait la remporter, a prévenu lundi sur BFMTV l'ancien chef de l'Etat français François Hollande.

« Avec Trump, ça n'est pas simplement la répétition de ce que nous avons connu dans le premier mandat : il y aurait une augmentation immédiate des droits de douane, donc un protectionnisme comme jamais on l'a connu, dont les Européens - et pas simplement les Chinois - seraient les victimes », a estimé l'ancien président socialiste.

Selon lui, si Donald Trump remporte la présidentielle américaine dont le scrutin a lieu mardi, « il y aura une augmentation du chômage, une croissance plus faible et même une inflation peut-être plus forte, parce qu'il y aura un déficit budgétaire américain très important et sans doute une politique monétaire qui l'accompagnera, parce qu'il faut bien financer le déficit américain ».

Par ailleurs, « la guerre en Ukraine s'arrêtera sans doute si Trump gagne, mais au

bénéfice de Poutine : Poutine aura gagné », a pointé celui qui est redevenu député PS de Corrèze en juillet.

« Et si Poutine gagne, il ne s'arrêtera pas, il ira un peu plus loin : Géorgie, c'est en train d'être fait ; Moldavie, nous verrons bien. Mais l'Arménie est déjà sous son contrôle, l'Azerbaïdjan sous sa tutelle », a-t-il poursuivi.

François Hollande a encore mis en garde quant à un affrontement entre les Etats-Unis et la Chine en cas de victoire du candidat républicain, qui « se produira peut-être sur un domaine essentiellement commercial et économique, mais peut-être aussi sur un domaine militaire ».

« Par ailleurs, (Donald Trump) a quand même des comportements étranges : le lien qu'il avait établi avec le président de la Corée du Nord, ça induira sûrement un relâchement de ce qu'est la solidarité atlantique », a fait observer l'ex-président français.

Paris, 4 nov 2024 (AFP) -

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

5 novembre 2024

# **Le film « Monsieur Aznavour » dépasse déjà un million d'entrées**

Selon les données du Centre national du cinéma (CNN) le film « *Monsieur Aznavour* » de Mehdi Idir et Grand Corps Malade dépasse déjà un million d'entrées contribuant à la santé du cinéma français. Ce cinéma français qui a battu des records avec les sorties du film « *L'Amour Ouf* » de Gilles Lellouche loin en tête et « *Monsieur Aznavour* ». Avec 15,53 millions de spectateurs qui se sont rendus dans les salles de cinéma en octobre, un record depuis 2020.

Si « *L'Amour Ouf* » de Gilles Lellouche sorti le 16 octobre est largement en tête du box-office des sorties des films français avec plus de 2 millions d'entrées, « *Monsieur Aznavour* », sorti le 23 octobre, le biopic du chanteur

iconique interprété par Tahar Rahim, se tient juste derrière avec le bon résultat de plus d'un million d'entrées.

Une occasion d'aller voir « *Monsieur Aznavour* » qui bénéficie d'une très bonne critique. Le film sur Charles Aznavour est encore dans plusieurs centaines de salles en France.

Krikor Amirzayan

---

**USA**

**Nor Haratch**

5 novembre 2024

# **À propos de la visite d'Aram Ier aux États-Unis d'Amérique**

**Vahram Atanessian**

***1 in am, Erevan le 4 novembre 2024***

L'ancien président américain et candidat républicain à la présidentielle, Donald Trump, a eu une conversation téléphonique avec le Catholicos Aram I<sup>er</sup> de la Grande Maison de Cilicie. Cet épisode du message d'Antélias semble pourtant avoir été passé sous silence en dehors des milieux arméniens. Il se dit que lorsque

Aram I<sup>er</sup> se trouvait dernièrement aux États-Unis, les représentants de Trump lui ont rendu visite à l'hôtel et « l'ont remercié ».

Le Catholicos de la Grande Maison de Cilicie s'était rendu aux États-Unis alors qu'Israël lançait une opération terrestre dans le sud du Liban accompagnée de bombardements ciblés sur Beyrouth. Dans ce contexte, on peut se demander dans quelle mesure il était opportun pour Aram I<sup>er</sup> de laisser ses fidèles « sans berger » et de se rendre en visite pastorale aux États-Unis.

Si aux États-Unis, les représentants de l'équipe de campagne de Trump lui ont rendu visite à l'hôtel et l'ont remercié, c'est bien le signe, qu'au bas mot, la visite pastorale du Catholicos de Cilicie avait été jugée « utile » par le candidat républicain à la présidentielle. Si on laisse de côté toute convenance, on peut donc considérer qu'Aram I<sup>er</sup> était allé aux États-Unis pour prêcher la bonne parole aux fidèles d'Antélias afin de les faire voter pour Donald Trump le 5 novembre.

Cette propagande aurait, selon les apparences, été efficace et Trump a donc remercié Aram I<sup>er</sup> par l'intermédiaire de ses représentants. Les informations sur la conversation téléphonique entre Trump et Aram I<sup>er</sup> ne sont en réalité qu'une tentative très habituelle pour « habiller » leur coopération politique en prétextant les problèmes de l'Arménie et de l'Artsakh et une volonté de trouver une solution à ces problèmes.

Mais cette conversation téléphonique est aussi plus qu'insultante pour l'Arménie et le peuple arménien, pour la population déplacée de force de l'Artsakh. Aux États-Unis, les diocèses d'Antélias sont peut-être plus organisés et plus forts [que ceux d'Etchmiadzine], ils sont influents dans la vie américaine et ils peuvent jouer un certain rôle dans les élections présidentielles, mais Aram I<sup>er</sup> n'est pas le chef spirituel de tous les Arméniens.

Le centre spirituel de l'Arménie et du peuple arménien est à Sainte-Etchmiadzine qui est le siège du Catholicos de tous les Arméniens. Le titulaire du siège de Saint Grégoire l'Illuminateur est Karékine II, et non Aram I<sup>er</sup>, et la solution aux problèmes des populations déplacées d'Arménie et d'Artsakh est, ou devrait, être trouvée à Erevan, et non dans le quartier de Bourdj-Hammoud à Beyrouth.

Partant de là, je pense qu'il n'y a aucun fondement logique pour accorder une signification politique, une quelconque importance, à la conversation téléphonique Trump-Aram I<sup>er</sup>, et plus encore pour s'interroger sur un hypothétique résultat.

Le premier à saluer le changement de pouvoir à Stepanakert l'an dernier a été le Catholicos de la Grande Maison de Cilicie.

Si l'on prend la peine de consulter les archives des sites de la presse arménienne, on trouvera des informations sur les voyages de Stepanakert à Beyrouth des hauts fonctionnaires d'Artsakh et les réunions d'Aram I<sup>er</sup>, à partir d'août 2022, lorsque le contingent russe a livré à l'Azerbaïdjan Latchine, Aghavno et Sus à la demande de ce pays.

Quelles questions ont été abordées lors de ces visites ? Pourquoi les responsables de l'Artsakh ont-ils plus particulièrement ressenti le besoin du soutien, ou de la bénédiction, du Catholicos de la Grande Maison de Cilicie plutôt que celle du Catholicos de tous les Arméniens ?

Pourquoi l'ancien président américain, dans les derniers mois du mandat duquel l'agression à grande échelle contre l'Artsakh avait commencé, qui est de plus connu pour ses liens d'affaires avec l'entourage le plus proche d'Ilham Aliev, a-t-il changé d'avis et pourquoi promet-il aujourd'hui d'assurer un retour pacifique et sûr des Arméniens d'Artsakh ?

Une question encore. Le secrétariat de Trump a-t-il publié un message au sujet de cette conversation téléphonique ? Si oui, que dit-il ?

Traduction : B. Boghossian

Éditorial

[Les conséquences d'une élection controversée](#)

31/10/2024

[Vidéo](#)

7 novembre 2024

# **Nikol Pachinian estime que les relations entre l'Arménie et les États-Unis se renforceront sous la présidence de Trump**

Le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pachinian a exprimé sa confiance que sous la présidence de Donald Trump, les relations entre l'Arménie et les États-Unis se renforceront davantage et continueront à atteindre de nouveaux sommets.

« Je suis convaincu que votre vaste expérience, vos connaissances et vos capacités serviront efficacement à promouvoir le bien-être du peuple américain, à faire progresser les intérêts des États-Unis et à renforcer le rôle du pays dans le monde.

Ces dernières années, les relations entre la République d'Arménie et les États-Unis, fondées sur une amitié historique, des valeurs communes et des intérêts mutuels, ont connu des progrès sans précédent. Bien entendu, la communauté arméno-américaine a également joué un rôle dans ces progrès.

J'apprécie hautement la coopération efficace entre nos pays pour établir la paix et la stabilité dans le Caucase du Sud sur la base des principes fondamentaux de souveraineté et d'intégrité territoriale, renforcer les institutions démocratiques en Arménie, protéger les droits de l'homme, garantir l'état de droit, lutter contre la corruption et répondre aux menaces à la sécurité.

« Le développement de la coopération dans les secteurs du commerce, de l'économie et de l'investissement, ainsi que la pleine utilisation de notre potentiel considérable existant, occupent une place particulière dans notre agenda à

plusieurs niveaux. À cet égard, je suis heureux de noter nos efforts conjoints visant à renforcer la résilience économique et énergétique de l'Arménie. Je suis convaincu que pendant votre présidence, les relations entre l'Arménie et les États-Unis seront encore renforcées et que nous continuerons à réaliser de nouvelles réalisations, nous rapprochant de la réalisation de notre vision d'un partenariat stratégique », peut-on lire dans la lettre du Premier ministre arménien adressée à Donald Trump à l'occasion de sa victoire à l'élection présidentielle américaine de 2024.

M. Pashinyan a exprimé l'espoir que de nouvelles opportunités apparaîtront dans les relations entre la République d'Arménie et les États-Unis, notamment avec l'instauration d'une paix durable et stable dans le Caucase du Sud et le déblocage des canaux économiques et de communication régionaux. Il a noté que les propositions du gouvernement arménien à cet égard sont décrites dans son projet « Carrefour de la paix ».

## **Nouvelles d'Arménie Magazine**

5 novembre 2024

# **Le défi Stratégique de l'Arménie aux États-Unis**

À la veille de l'élection présidentielle américaine, le Comité arménien des États-Unis a publié une déclaration annonçant qu'aucun des candidats n'avait reçu son soutien. "Les deux partis ont contribué à armer l'Azerbaïdjan, facilitant ainsi le génocide contre l'Artsakh et l'abandon de cette région. Aucun parti n'a renoncé ou même remis en question cette politique imprudente, irresponsable et génocidaire. Nous continuons de dialoguer avec les deux camps tout en appréciant leurs déclarations de soutien envers les priorités arméno-américaines. Bien que les discours de campagne aident à poser des jalons pour exposer nos préoccupations à Washington, notre expérience nous apprend à ne jamais considérer ces déclarations comme des engagements fermes une fois en

fonction," explique le Comité américain Hay Dat.

Cette déclaration illustre parfaitement les dynamiques politiques actuelles aux États-Unis, aussi bien dans le cadre de la campagne présidentielle que des réalités géopolitiques touchant l'Arménie et l'Artsakh. Le problème ne réside pas uniquement dans le fait que ni Trump ni l'administration démocrate actuelle n'ont réussi à empêcher les agressions de l'Azerbaïdjan et les nettoyages ethniques en Artsakh. Aujourd'hui encore, Washington ne freine en rien l'expansion de l'influence de Bakou et continue de faire pression sur Erevan pour obtenir un « compromis douloureux », malgré les nombreuses concessions déjà faites par l'Arménie - comme le souligne la récente lettre de Joe Biden adressée à Nikol Pashinyan et Ilham Aliiev.

Toutefois, le véritable enjeu dépasse ce contexte immédiat. La politique de la communauté arménienne ne doit pas rester figée dans des schémas anciens. Ce qui se joue aujourd'hui dans le Caucase, avec l'Azerbaïdjan dans un rôle d'agresseur, ne va pas à l'encontre des intérêts stratégiques des États-Unis ; au contraire, cela les renforce en facilitant la mise en place d'un corridor stratégique entre l'Arménie et la Turquie, priorité de longue date de Washington et de Bakou. Face à ces réalités, la communauté arménienne des États-Unis est confrontée à la nécessité d'adapter ses méthodes, ses principes et ses partenariats avec l'élite politique américaine. D'autant que le rôle des États-Unis sur la scène mondiale est en pleine mutation. La crise actuelle n'affecte pas seulement l'hégémonie mondiale américaine, mais touche également les fondements mêmes de la société américaine. Les États-Unis traversent une crise du "classicisme" qui influence autant leur politique extérieure que leur vie intérieure, redéfinissant leurs priorités idéologiques et philosophiques.

Le défi pour les organisations arméno-américaines est donc stratégique : le débat autour de la préférence pour tel ou tel candidat - Trump ou Harris - reste en fin de compte superficiel.

Hakob Badalyan

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

7 novembre 2024

# **Dans une lettre adressée à Blinken, les législateurs expriment leurs vives inquiétudes quant à la participation des États-Unis à la COP29 en Azerbaïdjan**

Les sénateurs américains Roger Wicker (R-MS), John Cornyn (R-TX) et Thom Tillis (R-NC), ainsi que les membres de la Chambre des représentants Gus Bilirakis (R-FL), David Valadao (R-CA), Joe Wilson (R-SC) et Bryan Steil (R-WI), ont envoyé une lettre au secrétaire d'État Antony Blinken exprimant de graves inquiétudes concernant la participation des États-Unis à la COP29 en Azerbaïdjan, rapporte l'Assemblée arménienne d'Amérique.

« Nous écrivons pour exprimer nos inquiétudes concernant la participation des États-Unis à la Conférence des Nations Unies sur le climat de 2024 (COP29) en Azerbaïdjan. La conférence représente une plateforme importante pour la diplomatie multilatérale, mais nous ne devons pas négliger le contexte régional – en particulier les négociations de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. La participation des États-Unis à la COP29 est une occasion opportune de faire avancer l'objectif historique d'une paix durable dans le Caucase du Sud, et nous vous demandons instamment de donner la priorité à cet objectif lorsque vous évaluerez les mérites d'une participation américaine de haut niveau à la conférence », écrivent les membres du Congrès.

« Depuis la fin de l'année dernière, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont entamé des négociations pour mettre fin à des décennies d'hostilités résultant de l'effondrement de l'Union soviétique. Les deux parties ont pris des mesures louables en faveur de la paix, notamment en ce qui concerne la délimitation des frontières et l'engagement continu au plus haut niveau. Malheureusement, les discussions semblent être au point mort et l'Azerbaïdjan est prêt à demander un délai supplémentaire pour retarder la conclusion d'un accord de paix, au risque de perdre les progrès déjà accomplis. La position de l'Azerbaïdjan, ses relations de plus en plus étroites avec Vladimir Poutine et ses menaces de mettre en œuvre des amendements à sa constitution à l'avenir font qu'un processus d'amendement

serait ardu. Cette situation ne met pas seulement en danger une paix durable, mais remet en question son engagement en faveur de la stabilité régionale », peut-on lire dans la lettre.

« En accueillant la COP29, l’Azerbaïdjan entend montrer qu’il est un membre responsable de la communauté mondiale. Le fait de participer activement à ce forum international peut servir de pont diplomatique, mais l’Azerbaïdjan a la possibilité de faire plus. Si l’Azerbaïdjan souhaite réellement faire progresser la coopération internationale, il devrait le démontrer en faisant la paix avec l’Arménie », notent les législateurs.

Ils soulignent qu’à une époque où les conflits mondiaux se multiplient, il est crucial que les États-Unis travaillent d’urgence à consolider et à mettre à profit les progrès accomplis en vue d’une stabilité durable dans cette région cruciale. À cette fin, ils demandent instamment à la secrétaire d’État d’aborder les points suivants :

Quelles mesures la délégation américaine à la COP29 prendra-t-elle pour soutenir les prochains pourparlers de paix entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie ?

Comment le département d’État peut-il soutenir au mieux les négociations entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie avant le début de la COP29 ?

Comment la participation des États-Unis à la COP29 changera-t-elle si l’Azerbaïdjan ne s’engage pas à conclure un accord de paix avec l’Arménie avant le début de la conférence ?

---

**TURQUIE**

**ARMENPRESS**

7 novembre 2024

# L'Arménie espère une normalisation complète avec la Turquie, déclare le vice-ministre des Affaires étrangères

EREVAN, 7 NOVEMBRE, ARMENPRESS: L'Arménie espère parvenir à une normalisation complète avec la Turquie, y compris l'ouverture totale de la frontière terrestre, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères, Vahan Kostanyan.

« Nous espérons qu'à terme, il sera possible de parvenir avec la Turquie non seulement à la mise en œuvre des accords conclus précédemment, mais aussi à une normalisation complète des relations entre les deux pays, y compris l'établissement de relations diplomatiques et l'ouverture totale de la frontière », a déclaré M. Kostanyan.

Dans le cadre du processus de normalisation en cours, l'Arménie et la Turquie ont convenu en 2022 d'ouvrir la frontière terrestre aux citoyens de pays tiers et aux détenteurs de passeports diplomatiques. L'accord n'a pas encore été mis en œuvre.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1204314), original at <https://armenpress.am/fr/article/1204314>

---

**AZERBAÏDJAN**

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

7 novembre 2024

# Le business du clan Aliev avec la COP29

Le très sérieux OCCRP, Organized Crime and Corruption Reporting Project, qui regroupe des journalistes enquêtant sur entre autres la corruption et le crime organisé, a publié une nouvelle enquête sur la COP 29. Ce travail produit par James Dowsett (OCCRP), Kelly Bloss (OCCRP), Fatima Karimova (OCCRP), et Eli Moskowitz (OCCRP) intitulé **Les « partenaires officiels » du sommet sur le climat COP29 en Azerbaïdjan sont liés à la famille régnante Aliyev et à son cercle intérieur** a été rendu public le 1<sup>er</sup> novembre, sur le site OCCRP.

Voici l'enquête in extenso.

Si vous vous rendez en Azerbaïdjan pour assister à la plus importante conférence mondiale sur le changement climatique, autant le faire avec style.

C'est ce que feront au moins 5 000 participants à l'énorme événement COP29 des Nations unies, qui se tiendra à Bakou, la capitale du pays, à la fin du mois. Ils séjourneront dans des chambres ultra-luxueuses au Sea Breeze Resort, au bord de la mer Caspienne, avec accès à une plage de sept kilomètres de long, à plus de 50 bars et restaurants et à 60 piscines.

Le thème du jour étant le climat, il y aura aussi du symbolisme : Selon un média d'État, « des chefs d'entreprises azerbaïdjanaises et internationales, des hommes politiques et des personnalités du monde de la culture » planteront des arbres dans le nouveau parc paysager de la station.

Mais ce que ces visiteurs ne savent peut-être pas, c'est que l'ensemble du complexe Sea Breeze, d'une superficie de 500 hectares, appartient à Emin Agalarov, l'ancien gendre du président autoritaire de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev. Les dossiers des marchés publics montrent qu'il a reçu un contrat de 5,2 millions de dollars pour accueillir les invités de la COP29, sans aucune procédure d'appel d'offres. (Ce contrat a été signalé pour la première fois par le média

azerbaïdjanais indépendant Abzas Media).

Cette situation est emblématique de la COP29, la vingt-neuvième conférence annuelle des Nations unies sur la lutte contre le changement climatique, et la première à se tenir dans une ancienne république soviétique. En fait, les journalistes ont découvert que presque toutes les entreprises locales désignées comme « partenaires officiels » de la conférence appartiennent à la famille régnante du pays ou à quelqu'un ayant des liens commerciaux avec elle.

Ces partenaires de la COP29, dont un conglomérat détenu par les filles du président, bénéficieront d'une visibilité auprès d'un public international, d'un accès à une zone d'exposition spéciale et d'opportunités de parrainage.

La COP réunit les parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques pour négocier des questions telles que les niveaux d'émissions. Depuis la première conférence, qui s'est tenue à Berlin en 1995, un pays différent l'a organisée chaque année, accueillant des dizaines de milliers de participants, ainsi que des chefs d'État et des organisations non gouvernementales représentant le monde des affaires, le mouvement écologiste, la jeunesse et d'autres secteurs.

Mais dans un rapport publié aujourd'hui, « COP Co-Opted », deux groupes de défense de la transparence, Transparency International et Anti-Corruption Data Collective, s'inquiètent du fait que la convention-cadre ne dispose pas de "gardes-fous contre l'influence des entreprises et des combustibles fossiles dans l'organisation de la COP par le pays d'accueil ».

« En l'absence de lignes directrices concernant les partenaires de la COP et la gestion des conflits d'intérêts, il est très facile pour les régimes corrompus de s'assurer que leur famille et leurs amis peuvent utiliser la COP pour blanchir leur bilan et bénéficier directement de la COP », a déclaré Brice Böhmer, qui dirige le travail de Transparency International sur le changement climatique et la gouvernance.

Brice Böhmer, Transparency International

Le choix de l'Azerbaïdjan cette année a également été critiqué parce qu'il attribue la principale conférence mondiale sur le climat à un grand producteur de pétrole et de gaz. L'Azerbaïdjan est également le pays le plus autoritaire qui ait jamais accueilli une conférence des parties, derrière l'Égypte et les Émirats arabes unis, selon le classement établi par le groupe de défense des droits de l'homme

Freedom House.

Six journalistes d'Abzas Media, le site d'information azerbaïdjanais indépendant qui a été le premier à signaler que M. Agalarov avait reçu l'offre d'hospitalité sans appel d'offres, croupissent actuellement en prison sur la base d'accusations politiques forgées de toutes pièces. Leur emprisonnement s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne de répression de la liberté d'expression et de la société civile lancée par le gouvernement azerbaïdjanais cette année.

Par ailleurs, dans un discours rédigé pour un événement de pré-conférence des Nations unies, le président Ilham Aliyev a déclaré qu'il considérait « le soutien unanime accordé à l'Azerbaïdjan comme un signe de la confiance de la communauté internationale dans notre pays ».

Des rapports précédents sur l'Azerbaïdjan, réalisés par l'OCCRP et d'autres organismes, ont montré la richesse fantastique accumulée par le président Aliyev, son épouse, ses enfants et plusieurs autres membres de sa famille, ainsi que les opportunités qui se présentent souvent à ceux qui font partie de leur cercle proche.

« Il n'existe pas d'exigences spécifiques en matière de bonne gouvernance pour les pays qui souhaitent accueillir les conférences des Nations unies sur le climat, de sorte que des pays aux gouvernements autocratiques et corrompus peuvent facilement prendre les rênes », notent Transparency International et le Collectif de données sur la lutte contre la corruption dans leur nouveau rapport.

Emin Agalarov a commencé à acheter des terrains pour son complexe Sea Breeze en 2007, un an après avoir épousé Leyla Aliyeva, la fille aînée du président Aliyev. (Ils ont divorcé en 2015).

Dans une récente interview sur YouTube avec une personnalité des médias russes, Agalarov a raconté une histoire quelque peu différente sur la façon dont son centre de villégiature Sea Breeze en est venu à accueillir des visiteurs de la COP29. Selon ses propres termes, il s'en est tout de même bien sorti.

Agalarov n'a pas mentionné avoir reçu 5,2 millions de dollars de l'État, suggérant plutôt que le gouvernement lui avait accordé un prêt pour lui permettre de construire davantage de logements pour les invités de la COP.

« L'administration est venue me voir et m'a demandé combien de personnes je pouvais héberger au Sea Breeze », explique-t-il.

« J'ai rapidement compris ce que je pouvais faire et j'ai proposé au gouvernement de mobiliser et de rénover 3 000 appartements pour la COP. J'ai obtenu un prêt pour cela, à charge pour moi de le terminer et de loger gratuitement 5 000 personnes. Cela m'a donc permis de rénover pratiquement 2 000 appartements

supplémentaires d'ici l'été prochain. C'est-à-dire que cette année, ils sont utilisés par la COP, et l'année prochaine, j'aurai 2 000 appartements ».

Agalarov n'a pas répondu aux demandes de commentaires.

Une brochure officielle promet aux futurs partenaires de la COP29 « une exposition de haut niveau [qui] positionne votre organisation en tant que leader de l'action climatique et de la durabilité, améliorant ainsi votre réputation auprès d'un public international ».

Les premiers partenaires officiels de la COP29 ont été annoncés le 13 septembre. Il s'agit du producteur alimentaire Azersun et de PASHA Holding, un conglomérat qui a des intérêts dans la banque, l'assurance et la construction.

Ces entreprises sont présentées comme des partenaires de la « zone verte », en référence à un espace d'exposition spécial décrit sur le site officiel de la conférence comme un « creuset », où les délégués accrédités et non accrédités, y compris les membres du public et les représentants des entreprises, des médias et de la société civile, pourront se mélanger librement « pour faire connaître leurs points de vue ».

Aucune des entreprises citées dans cet article n'a répondu aux demandes de commentaires. L'équipe de la présidence azerbaïdjanaise de la COP29 n'a pas non plus répondu aux questions.

Heike Schroeder, professeur de gouvernance environnementale à l'université d'East Anglia, qui a assisté à plusieurs conférences récentes de la COP, a déclaré que les partenariats entre les entreprises et la COP étaient un « développement plutôt nouveau » qui a commencé au cours des dernières années.

« Bien sûr, il s'agit d'une énorme opportunité commerciale », a-t-elle déclaré. « Mais tout cela n'a rien à voir avec l'environnement.

Les partenaires nouvellement sélectionnés pourraient ne pas être d'accord : Plusieurs d'entre eux ont publié des communiqués de presse expliquant comment l'événement de la COP les aiderait à améliorer leur durabilité en créant des opportunités de dialogue avec des « leaders mondiaux ».

« La COP29 contribuera à faire progresser les efforts de PASHA Holding en matière de développement durable », a déclaré Mir Jamal Pashayev, vice-président du conseil d'administration de la société, dans un communiqué de presse publié sur le site officiel de la conférence.

PASHA Holding appartient à Leyla et Arzu Aliyeva, les deux filles adultes du

président Ilham Aliyev, et Pashayev est un cousin de la première dame et vice-présidente de l'Azerbaïdjan, Mehriban Aliyeva.

Abdolbari Gozal, le président d'Azersun Holding, le « partenaire de croissance durable » de la COP29, a déclaré dans le même communiqué de presse que la sélection de l'entreprise était « un témoignage de l'engagement inébranlable d'Azersun en faveur de la durabilité ».

« Nous nous réjouissons des engagements que nous aurons dans la zone verte », a-t-il ajouté.

Le neveu de Gozal, Hassan Gozal, qui a travaillé en étroite collaboration avec lui dans ses diverses entreprises, était également le directeur de trois sociétés créées dans les îles Vierges britanniques au nom des sœurs Aliyeva en 2008, selon une enquête du Consortium international pour les journalistes d'investigation (International Consortium for Investigative Journalists).

Quatre autres partenaires officiels de la COP29 ont été annoncés les 17 et 20 septembre. Il s'agit de l'opérateur de fret Silk Way West Airlines et de l'entreprise textile GILTEX.

En tant que « Global Air Cargo Partner » de la COP29, Silk Way a été chargé de « transporter des matériaux et des fournitures essentiels » à la conférence.

« Ce rôle souligne la contribution de la compagnie aérienne à la réalisation des objectifs environnementaux mondiaux », a déclaré la compagnie dans un communiqué de presse.

La compagnie aérienne est détenue par un ancien fonctionnaire d'État, Zaur Akhundov, mais elle a également été liée à la première famille par le passé par l'intermédiaire d'une société sœur : Une enquête menée en 2010 par Radio Free Europe a révélé qu'Arzu Aliyeva, la fille cadette du président, était l'un des trois propriétaires de la Silk Way Bank, l'ancienne branche financière du Silk Way Group, dont la compagnie aérienne fait également partie.

Le « partenaire textile » de la COP29, GILTEX, qui contrôle jusqu'à 70 % du marché textile local, faisait partie d'un conglomérat appelé Gilan Holding jusqu'à l'année dernière. Une enquête menée en 2018 par l'OCCRP a révélé que les filles du président Aliyev détenaient une participation majoritaire dans Gilan Holding par l'intermédiaire d'une société enregistrée aux Émirats arabes unis, aux côtés des enfants de Kamaladdin Heydarov, le ministre azerbaïdjanais des Situations d'urgence. (Heydarov est également membre du comité d'organisation de la COP29).

Gilan Holding a été liquidée en 2023. Le gouvernement azerbaïdjanais limitant l'accès du public aux informations sur les propriétaires et les actionnaires des entreprises azerbaïdjanaises, les journalistes n'ont pas été en mesure de vérifier qui se cache derrière GILTEX. Mais en 2022, le centre Meydan TV, membre de l'OCCRP, a rapporté que de nombreuses entreprises faisant partie de Gilan Holding avaient commencé à être transférées à PASHA Holding, propriété de la première famille.

Outre ces entreprises privées, la COP29 a également nommé deux entreprises publiques azerbaïdjanaises comme partenaires : SOCAR Green et la banque ABB, anciennement connue sous le nom de Banque internationale d'Azerbaïdjan.

SOCAR Green, le « partenaire de la transition énergétique » de l'événement, est une filiale d'énergie propre de la compagnie pétrolière nationale d'Azerbaïdjan, SOCAR, qui joue un rôle prépondérant dans l'économie de ce pays producteur de pétrole.

SOCAR a également joué un rôle important dans la COP, plusieurs membres du comité d'organisation ayant des liens avec la compagnie pétrolière nationale. Dans leur rapport « COP Co-Opted », Transparency International et l'Anti-Corruption Data Collective s'inquiètent du fait que la compagnie pétrolière pourrait utiliser sa participation à la COP29 pour promouvoir ses intérêts commerciaux.

« Le rôle prépondérant de SOCAR dans la structure de l'État azerbaïdjanais et la nature autocratique du gouvernement font qu'il est difficile de distinguer les intérêts de SOCAR de ceux du gouvernement hôte azerbaïdjanais », ont déclaré les groupes.

En tant que « principal partenaire bancaire » de l'événement, ABB a déclaré qu'elle prévoyait d'utiliser « les idées et les partenariats forgés lors de la COP29 » pour « faire progresser les solutions financières qui favorisent la stabilité environnementale, sociale et économique ».

ABB a changé de nom en 2021, mais sous son ancien nom, la Banque internationale d'Azerbaïdjan, elle a fait les gros titres pour le rôle central qu'elle a joué dans le scandale de blanchiment d'argent de 2,9 milliards de dollars connu sous le nom de « laverie azerbaïdjanaise ». Un compte de la banque a servi d'intermédiaire pour le transfert d'une grande partie de ces fonds.

L'ancien président de la banque a été emprisonné en 2016 pour avoir volé près de 3 milliards de dollars à l'institution. Son épouse, qui vivait au Royaume-Uni, s'est

ensuite vu signifier le premier « ordre de richesse inexplicée » du pays, les autorités britanniques exigeant qu'elle prouve que son immense fortune avait une origine légale. Elle a ensuite accepté de renoncer à un manoir de 17,8 millions de dollars et à un club de golf au profit de l'État britannique.

par [capucine](#) le jeudi 7 novembre 2024

© [armenews.com](#) 2024

---

**Pour aller plus loin...** <https://www.occrp.org/en/project/kn...>

---

**Voir en ligne :** <https://www.occrp.org/en/project/kn...>

**Nouvelles d'Arménie Magazine**

5 novembre 2024

# La militante climatique Greta Thunberg boycotte la COP29

L'activiste climatique Greta Thunberg a annoncé son boycott de la COP29, condamnant l'utilisation de la conférence par l'Azerbaïdjan pour détourner l'attention de l'épuration ethnique en cours des Arméniens de l'Artsakh.

Dans une interview accordée à OC Media, Greta Thunberg a expliqué pourquoi elle avait décidé de se joindre à la manifestation de Tbilissi plutôt que d'assister à la conférence sur le climat de Bakou. Elle a exprimé de fortes objections quant au rôle de l'Azerbaïdjan en tant qu'hôte, condamnant une « hypocrisie extrême » de la part de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

(CCNUCC).

« L'Azerbaïdjan est un pays très dépendant des combustibles fossiles, et le régime azerbaïdjanais a l'intention d'accroître encore sa production de combustibles fossiles », a déclaré M<sup>me</sup> Thunberg . « Il est choquant qu'un État autoritaire et dépendant du pétrole comme l'Azerbaïdjan soit autorisé à accueillir un événement climatique mondial comme la COP. Cette décision n'affecte pas seulement le climat, elle est aussi une insulte à ceux qui souffrent d'atteintes à l'environnement et aux droits de l'homme.

« Je n'irai pas à la COP29 en Azerbaïdjan », a-t-elle affirmé, ajoutant que cette conférence se déroulera dans un pays dont le régime opprime son peuple, poursuit le nettoyage ethnique contre les Arméniens et ne tient pas compte de la crise climatique en donnant la priorité à l'expansion des combustibles fossiles.

---

## Russie

### Nouvelles d'Arménie Magazine

8 novembre 2024

# La Russie accuse les États-Unis de pousser l'Arménie au suicide national

La Russie a accusé les États-Unis de pousser l'Arménie à commettre un « suicide national » en « stimulant l'activité des structures pro-occidentales » dans le pays

et en « essayant d'accélérer son adoption d'une politique étrangère occidentale ».

Le service russe de renseignement extérieur (SVR) a affirmé jeudi que Washington utilisait pour ce faire « des méthodes testées en Ukraine et en Moldavie ».

« Il s'agit de donner une orientation anti-russe durable aux processus publics et politiques en Arménie. À cette fin, Washington a l'intention de mener une campagne d'information et de propagande à long terme qui, entre autres, vise à discréditer les perspectives de coopération d'Erevan avec la Russie, l'Union économique eurasienne et l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), et à diffuser des informations sur les « pressions » exercées sur les travailleurs migrants arméniens en Russie », a affirmé le SVR, cité par les médias russes.

Les relations entre l'Arménie et la Russie se sont détériorées depuis 2022, lorsque Erevan a accusé Moscou de ne pas honorer son engagement à défendre les frontières de l'Arménie après une série d'incursions transfrontalières de l'Azerbaïdjan.

C'est alors que l'Arménie a invité une mission européenne de surveillance des frontières, ce qui a considérablement irrité Moscou.

Les relations entre les deux alliés officiels se sont encore détériorées après l'exode, en septembre 2023, de la population arménienne du Haut-Karabakh, où une force de maintien de la paix russe avait été déployée depuis la fin de la guerre arméno-azerbaïdjanaise de 2020 pour protéger les Arméniens locaux.

Le premier ministre arménien Nikol Pashinian a annoncé au début de l'année la suspension effective de l'adhésion de l'Arménie à l'OTSC et a déclaré que sa sortie officielle de l'alliance militaire dirigée par la Russie n'était plus qu'une question de temps. Il a déclaré en septembre que l'OTSC représentait une menace existentielle pour son pays.

L'été dernier, la Russie a retiré ses gardes-frontières de l'aéroport international Zvartnots d'Erevan à la suite d'un accord entre M. Pashinian et le président russe Vladimir Poutine.

Plus tard dans l'année, les deux dirigeants ont également convenu que les gardes-frontières russes se retireraient du poste de contrôle de la frontière arméno-iranienne le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et qu'à partir de l'année prochaine, les gardes-frontières arméniens « participeraient également à la protection » des frontières de leur pays avec l'Iran et la Turquie, aux côtés de leurs homologues russes.

Les gardes-frontières russes surveillent les frontières de l'Arménie avec l'Iran et

la Turquie en vertu d'un accord interétatique conclu entre Erevan et Moscou en 1992, peu après l'effondrement de l'Union soviétique. La Russie dispose également d'une base militaire dans la ville de Gyumri, au nord-ouest de l'Arménie, en vertu d'un autre accord signé avec l'Arménie dans les années 1990.